

ICBL statement on Victim Assistance

Mine Ban Treaty Intersessional meeting, Geneva, 19-21 June 2023

[ENGLISH & FRANÇAIS]

Thank you Mr. Chair.

We are here because landmines and explosive remnants of war continue to pose a grave danger to civilians. In fact, when we talk about victim assistance we must recognize that still far too many people do not survive accident, never have the chance to recover, to receive services, or to tell their story. A large number of victims die, simply because emergency medical services are not available or close enough.

But we also sometimes forget the invisible impact of landmines, such as on mental health. We appreciate the choice of the VA committee to focus on MHPSS, in line with Action 38 of the OAP and the IMAS 13.10 and look forward to the discussion tomorrow.

Almost four years have passed, and in 2024 States will share their successes under the Oslo Action Plan. However, mine and ERW victims continue to face massive challenges. So 2024 will also be the moment to reflect where we have fallen behind and to step up in areas where there are gaps. From the Monitor data, the feedback we get from survivors and our colleagues working in affected countries, we can already foresee that next year the needs will remain great:

- Around half of the States Parties with a recognized responsibility for mine and ERW victims need to develop relevant plans to address the needs and gaps in assistance.
- Many States Parties still need to adopt an integrated approach to VA, ensure delivery of services through broader efforts as in IMAS 13.10 on VA.
- States and the mine action sector should take into account gender, age, disability and other diversity factors, when planning, implementing AND monitoring services. This will better adapt to the needs and realities of different groups.
- In several States Parties, there is still much room for improvement in access for victims to healthcare systems, economic opportunities, and schools.
- We call on donor states to remedy the underfunding of VA, especially of healthcare and rehabilitation activities.
- Armed conflicts, humanitarian emergencies, and natural disasters in the past year have placed additional strains on victim assistance. This is the case in Ukraine and Sudan with the destruction of health facilities, in Afghanistan and Yemen with collapsing health systems, in eastern Turkey with the recent earthquake. In this regard, the ICBL reminds States Parties of the importance of providing the safety and protection of all, including mine survivors and other persons with disabilities, as well as of implementing inclusive humanitarian action, in line with Action 40.

In the meantime, we encourage regional approaches, like the recent meeting of Africa and MENA in Algeria, attended by ICBL members. And we encourage reporting on VA by states not party, such as at the recent seminar held by Azerbaijan, as a step towards the goals and spirit of the convention, as well as a step towards joining it.

In addition, we call on the 14 States Parties with responsibility for landmine victims that have not yet submitted their Article 7 report, to do so. Make the most of the VA reporting including by adopting a people-centred approach! This, with age, gender and disability disaggregated reporting will better communicate the needs and progress in implementing the OAP commitments.

In conclusion, we call on States Parties, mine action operators, UN agencies and survivors' organisations, to discuss plans that address real challenges at the Global Conference on VA that will

take place in October in Cambodia. We all need to exchange best practices and discuss global challenges faced in the implementation of VA commitments to move things forward to the next review conference.

Thank you.

Merci Monsieur le Président,

Nous sommes ici aujourd'hui car les mines terrestres et les restes explosifs de guerre continuent de représenter un grave danger pour les civils. Lorsque nous parlons d'assistance aux victimes, nous devons reconnaître qu'encore beaucoup trop de personnes ne survivent pas à l'accident, n'ont jamais la chance de se rétablir, d'accéder à des services ou de raconter leur histoire. Un grand nombre de victimes meurent, simplement parce que les services médicaux d'urgence ne sont pas disponibles ou suffisamment proches.

Mais nous oublions aussi trop souvent l'impact invisible des mines terrestres, notamment sur la santé mentale. C'est pourquoi nous apprécions le choix du comité AV de se concentrer sur la Santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS), conformément à l'action 38 du Plan d'action d'Oslo et à la NILAM 13.10, et nous attendons avec impatience la discussion de demain.

Près de quatre années se sont écoulées et, en 2024, les États partageront leurs succès dans le cadre du plan d'action d'Oslo. Toutefois, les victimes de mines et de REG restent confrontées à des défis considérables. L'année 2024 sera donc aussi l'occasion de réfléchir aux domaines dans lesquels nous avons pris du retard et d'intensifier nos efforts dans les domaines où des lacunes sont encore visibles. D'après les données de l'Observatoire, les réactions des survivants et de nos collègues travaillant dans les pays touchés, nous pouvons d'ores et déjà prévoir que les besoins resteront importants l'année prochaine :

- Environ la moitié des États parties ayant une responsabilité reconnue à l'égard des victimes de mines et de REG doivent élaborer des plans pertinents pour répondre aux besoins et aux lacunes en matière d'assistance.
- De nombreux États parties doivent encore adopter une approche intégrée de l'AV, assurer la prestation de services par le biais d'efforts plus larges, comme le prévoit la NILAM 13.10 sur l'AV.
- Les États et le secteur de l'action contre les mines devraient tenir compte du genre, de l'âge, du handicap et d'autres facteurs de diversité lors de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des services. Cela permettra de mieux s'adapter aux besoins et aux réalités des différents groupes.
- Dans plusieurs États parties, l'accès des victimes aux systèmes de santé, aux opportunités économiques et aux écoles peut encore être amélioré.
- Nous appelons les États donateurs à remédier au sous-financement de l'AV, en particulier des soins de santé et des activités de réadaptation.
- Les conflits armés, les urgences humanitaires et les catastrophes naturelles de l'année dernière ont mis à rude épreuve l'assistance aux victimes. C'est le cas en Ukraine et au Soudan avec la destruction des installations sanitaires, en Afghanistan et au Yémen avec l'effondrement des systèmes de santé, et dans l'est de la Turquie avec le récent tremblement de terre. À cet égard, ICBL rappelle aux États parties l'importance d'assurer la sécurité et la protection de tous, y compris des survivants de mines et des autres personnes handicapées, ainsi que de mettre en œuvre une action humanitaire inclusive, conformément à l'action 40.

Entre-temps, nous encourageons les approches régionales, comme la récente réunion regroupant les états africains et de la région MENA qui s'est tenue en Algérie, à laquelle ont participé des membres d'ICBL. Et nous encourageons les États non parties à faire rapport sur l'AV, comme lors du récent séminaire organisé par l'Azerbaïdjan, en tant qu'étape vers les objectifs et l'esprit de la convention, mais aussi en tant qu'étape vers l'adhésion à celle-ci.

En outre, nous appelons les 14 États parties responsables de victimes de mines terrestres qui n'ont pas encore soumis leur rapport au titre de l'article 7 à le faire. Tirez le meilleur parti des rapports sur l'AV, notamment en adoptant une approche centrée sur les personnes ! Ces rapports, avec des données ventilées par âge, genre et handicap, permettront de mieux communiquer les besoins et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements du PAO.

En conclusion, nous appelons les États parties, les opérateurs de l'action contre les mines, les agences de l'ONU et les organisations de survivants à discuter de possibles plans répondant aux défis réels lors de la Conférence mondiale sur l'AV qui aura lieu en octobre au Cambodge. Nous devons tous échanger les meilleures pratiques et discuter des défis mondiaux rencontrés dans la mise en œuvre des engagements de l'AV afin de faire avancer les choses jusqu'à la prochaine conférence d'examen.

Je vous remercie.